



Décision individuelle N° 2020-189

Pétitionnaire : Laboratoire GEOAZUR – UMR 7329

Adresse : Bâtiment 1, 250 rue Albert Einstein – 06560 Valbonne

Nature de la demande : *survol d'aéronef motorisé à moins de 1000 m sol, prises de vues dans un cadre professionnel*

Intitulé du projet : étude géologique du secteur de la Bonette

Localisation : secteur Bonette – Moutière – La Plate et secteur de Chaufrède – l'Alpe (communes de Saint-Dalmas-le-Selvage - 06, Jausiers et Uvernet-Fours - 04)

Le directeur de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement et notamment l'article L.331-4-1,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3, 15 et 16,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 29 et 34 d'application de la réglementation dans le cœur,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des Parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

Vu la décision n°2020-180 du 1^{er} juillet 2020, donnant délégation permanente de signature au directeur-adjoint de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

Considérant la demande formulée en date du 08 juin 2020 par Monsieur MIGEON Sébastien, professeur au sein de l'UMR Géoazur,

Considérant que la demande porte sur la réalisation de photographies au sol et sur la réalisation de levés photogrammétriques à l'aide d'un drone, nécessaires à l'analyse ultérieure des superpositions de couches sédimentaires,

Considérant que la demande porte sur une activité scientifique nécessaire à l'amélioration des connaissances des patrimoines naturels du cœur du parc national,

Considérant à ce titre, que la demande contribue à faire du cœur du parc « un espace de référence scientifique » tel que défini dans les principes fondamentaux arrêtés en 2007 et qu'elle participe à la réalisation des missions de l'établissement public,

Considérant toutefois que le survol du drone est de nature à générer un dérangement des usagers du site et de la faune sauvage présente localement, notamment vautours et Bouquetin des Alpes,

Considérant la nécessité d'encadrer l'activité pour garantir sa compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur et contribuer à la conservation du caractère de celui-ci,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande

Le laboratoire GEOAZUR – UMR 7329, Université Nice Sophia-Antipolis, représenté par son directeur Monsieur TRIC Emmanuel est autorisé aux conditions définies ci-après, à effectuer des prises de vues et des survols à moins de 1000 mètres du sol dans le cœur du Parc national du Mercantour.

Ces prises de vues et ces survols ont pour objectif de documenter une étude sur les couches géologiques présentes dans le secteur de la Bonette (communes de Saint-Dalmas-le-Selvage, Jausiers et Uvernet-Fours) dans le cadre global des recherches sur les structures tectoniques du massif du Mercantour.

Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

2.1. La présente autorisation bénéficie aux collaborateurs de Monsieur MIGEON intervenant pour le compte et sous la responsabilité du laboratoire GEOAZUR - UMR 7329.

- *Prescription relative aux prises de vues à l'aide de moyens terrestres*

2.2. Les prises de vues devront être organisées de telle sorte qu'elles n'occasionnent aucun dérangement de la faune sauvage et domestique, ni dégradation des milieux naturels ou des affleurements rocheux, de quelque manière que ce soit.

- *Prescription relative aux prises de vues à l'aide de moyens aériens*

2.3. L'autorisation dérogatoire de survol est soumise au strict respect des modalités d'information préalable et de la période définies à l'article 3 ainsi que des plans de vols annexés à la présente.

2.4. Survol du drone exclusivement en « vol en vue », selon des trajectoires rectilignes ; pas plus d'un appareil en vol simultanément.

2.5. Interdiction de survol de rassemblement de personnes ou d'animaux à une altitude inférieure à 150 m du sol. Une surveillance à distance devra être mise en œuvre afin d'anticiper les situations concernées et d'adapter les trajectoires, en veillant tout particulièrement à éviter tout dérangement des vautours (fauves, moines et gypaètes barbus) et des bouquetins présents sur l'ensemble de la zone.

2.6. Les survols sont autorisés aux heures de la journée présentant une activité moindre de la faune sauvage soit de 9h00 à 18h00 seulement.

- *Prescriptions relatives aux relations avec le public*

2.7. Le bénéficiaire devra adopter un comportement respectueux du milieu naturel, des usagers et des visiteurs en se conformant scrupuleusement à la réglementation générale du cœur du Parc national du Mercantour, notamment en ce qui concerne les interdictions :

- d'introduction de chiens ;
- d'utilisation d'appareils d'amplification sonore ;
- d'effectuer sur le sol, sur les arbres, sur les rochers tous graffitis ;
- d'abandonner tous détrit.

2.8. Aux personnes le sollicitant en ce sens, le bénéficiaire devra expliquer l'objectif de ses activités, et préciser qu'elles sont dûment autorisées par le directeur de l'établissement public du parc national du Mercantour.

- *Prescription relatives aux publications scientifiques utilisant les données récoltées dans le cadre de la présente décision et à la transmission des données*

2.9. Toute publication intégrant les données autorisées par la présente devra porter la mention suivante : « étude réalisée avec l'autorisation du directeur du Parc national du Mercantour ».

2.10. Une version numérique de toute publication intégrant les données autorisées par la présente devra être transmise au siège de l'établissement public du Parc national du Mercantour, dans les 2 mois suivant la date de celle-ci.

2.11. Le bénéficiaire est tenu de faire parvenir au siège de l'établissement public du Parc national du Mercantour, au plus tard un an à compter de l'échéance de la présente décision, un rapport relatant les objectifs, la méthodologie et les résultats de ses recherches

Article 3 : Durée

La présente autorisation est délivrée pour les périodes suivantes :

- en ce qui concerne la réalisation de prises de vues à l'aide de moyens exclusivement terrestres, à compter de la date de signature de la présente jusqu'au 30 septembre 2020 ;
- en ce qui concerne la réalisation de levés photogrammétriques à l'aide d'un drone, du 1^{er} au 30 septembre 2020.

Le bénéficiaire devra obligatoirement informer les chefs de services territoriaux concernés au moins 48 H avant sa présence sur site, des dates effectives de survol sur le terrain.

A cette occasion, le service territorial est fondé à transmettre au bénéficiaire toute prescription complémentaire relatives aux modalités de mise en œuvre du projet.

Contacts :

- service territorial « Ubaye-Verdon », antenne Ubaye
chef de S.T - FRIBOURG Xavier (xavier.fribourg@mercantour-parcnational.fr)
adjoint « Ubaye » KLEIN Ludovic (ludovic.klein@mercantour-parcnational.fr)
☎ : 04.92.81.21.31

- service territorial « Tinée »
chef de S.T : OPOLKA Boris (boris.opolka@mercantour-parcnational.fr)
adjoint : TURPAUD Anthony (anthony.turpaud@mercantour-parcnational.fr)
☎ : 04.93.02.42.27

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 : Responsabilité

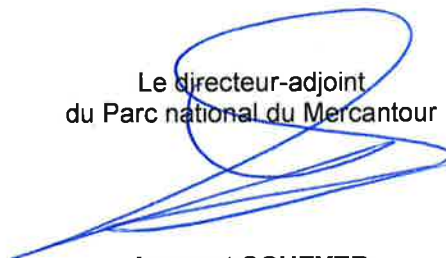
L'établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 16 juillet 2020

Le directeur-adjoint
du Parc national du Mercantour



Laurent SCHEYER

Copies :

- service territorial « Ubaye-Verdon »
- service territorial « Tinée »

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.

